

# Contradictions en cours de maturation: la grève de 2010 dans la fonction publique en Afrique du Sud

*Claire Ceruti*

Avec la gigantesque grève menée par les travailleurs de la fonction publique en Afrique du Sud en août 2010, le nombre de jours de grève cette année-là a atteint un record absolu. Les enseignants et le personnel hospitalier ont fait grève durant trois semaines en dépit du harcèlement policier subi par les piquets de grève et d'une série de décisions judiciaires pour interdire aux policiers, aux militaires et aux infirmières de faire grève<sup>1</sup>. La grève a commencé après que les membres du syndicat ont forcé leurs dirigeants à rejeter l'«offre finale» du gouvernement, soit 7 pour cent et une allocation de logement de 700 rand (70 euros). Ayant vu les dépenses somptueuses du gouvernement pour la Coupe du monde de football 2010, les grévistes ont eu du mal à croire que le gouvernement ne pouvait pas satisfaire leurs exigences. Les fonctionnaires réclamaient une augmentation de 8,5 pour cent et une allocation de logement de 1000 rand (100 euros) par mois. Cependant, cette grève était bien plus que l'expression de revendications salariales: trois ans auparavant, les travailleurs de la fonction publique avaient fait grève durant les derniers jours du régime du président précédent, Thabo Mbeki, tandis que la grève de 2010 a constitué un test essentiel pour son successeur, Jacob Zuma, et donc pour la stratégie des syndicats visant à susciter un changement social.

La grève a également menacé l'alliance entre le Parti communiste sud-africain (SACP) et la plus grosse fédération syndicale, le Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu), dont les membres affiliés sont majoritairement établis dans la fonction publique. Depuis la fin de l'apartheid, la stratégie du Cosatu pour obtenir des changements a été d'influer sur la politique du gouvernement en s'appuyant sur cette alliance. Elle a été élaborée sous la présidence de Mbeki, qui a été l'architecte d'un programme néolibéral d'inspiration locale pour l'Afrique du Sud avant qu'il ne soit élu président. Durant les années où Mbeki était au pouvoir, l'impôt sur les sociétés a été réduit, plus d'un million d'emplois ont été perdus et le nombre de sans-abris a augmenté plus rapidement que l'offre de logements publics à bas coût, ce qui a eu comme

conséquence que 15 pour cent de la population vit aujourd'hui dans des bidonvilles.

La révolte contre Mbeki a mis du temps à arriver à maturité. Elle a finalement explosé sur plusieurs fronts. A partir de 2005, les habitants de certaines des villes les plus pauvres d'Afrique du Sud sont descendus dans la rue avant les élections municipales. Les manifestations liées à la fourniture des services exigeaient non seulement la «vie meilleure» promise dans les campagnes électorales de l'ANC, mais aussi un gouvernement davantage tenu de rendre des comptes. Il y a eu également un renouveau des grèves visant à obtenir des augmentations de salaire. Elles se sont développées parallèlement à une révolte au sein de l'ANC et à une crise de la stratégie du Cosatu. Les dirigeants syndicaux étaient de plus en plus embarrassés que Mbeki utilise l'alliance pour conforter son pouvoir sur les syndicats, tout en rejetant leurs propositions concernant la politique générale. Au lieu de conclure à la nécessité pour le Cosatu de devenir plus indépendant, ses dirigeants ont recherché des appuis au sein de l'alliance. Diverses forces, y compris le secrétaire général du Cosatu, Zwelinzima Vavi, se sont jointes à Zuma après que Mbeki l'eut forcé à démissionner de son poste au cabinet. Zuma ne s'est pas rangé aux côtés des grévistes en 2007, mais il a préconisé que les deux parties reprennent leurs négociations. Cependant, la conférence de l'ANC de décembre 2007 (aujourd'hui simplement désignée par le terme «Polokwane», d'après le lieu où elle s'est tenue), qui a élu Zuma président de l'ANC, a aussi promis de meilleures conditions pour les agents de la fonction publique.

La grève de 2010 s'est développée en opposition à la reconstitution de l'alliance post-Polokwane et a exposé certaines des contradictions entre les intérêts de la base et la stratégie des dirigeants syndicaux. La grève de 2007 avait été lancée par les dirigeants syndicaux qui refusaient d'être marginalisés au sein de l'alliance et avait reçu l'appui enthousiaste des adhérents. En revanche, la grève de 2010 a été imposée par leurs attentes justifiées en dépit de la réticence des dirigeants.

D'un côté, les négociateurs syndicaux étaient convaincus que leurs nouveaux camarades présents au sein du gouvernement, du fait qu'ils étaient redevables aux syndicats qui les avaient aidés à conquérir le pouvoir, feraient une offre satisfaisante. De l'autre, les négociateurs du gouvernement espéraient que leurs camarades des syndicats convaincraient les adhérents d'accepter un accord. Ils étaient poussés à contenir les exigences salariales tant à cause des difficiles retombées budgétaires de la Coupe du monde que de la nécessité de réaffirmer

leur autorité face à divers membres de l'alliance qui n'hésitaient plus à critiquer publiquement «leur» gouvernement. Toutefois, les adhérents n'attendaient de Zuma rien de moins que la satisfaction de leurs demandes. Ceux qui au départ pensaient à tort que les négociateurs du gouvernement agissaient contre les intentions réelles de Zuma et la politique de l'ANC ont dû rapidement déchanter quand Zuma s'est exprimé à la télévision nationale, au bout de quelques jours de grève seulement, pour affirmer le droit du gouvernement de licencier les «travailleurs essentiels» qui continuaient la grève.

Le gouvernement a durement réprimé la grève. La police a utilisé des balles en caoutchouc et des canons à eau pour disperser les piquets organisés devant plusieurs hôpitaux le deuxième jour de la grève et a tiré sur les enseignants qui s'engageaient sur une voie express près de Soweto. Les médias pro-gouvernementaux ont mené une campagne virulente, accusant les grévistes d'avoir provoqué le décès de bébés et de perturber l'enseignement. Quelques mois auparavant, six bébés étaient décédés dans un hôpital dans des conditions «normales» en raison d'une pénurie de désinfectants ordinaires. Deux mois plus tôt, les écoles avaient été provisoirement fermées pour la Coupe du monde et, à Nelspruit, des élèves étaient restés sans établissement scolaire car les salles de leur collège avaient été transformées en bureaux pour l'organisation des matches. Faute d'un comité de soutien de la grève qui aurait mis les collectivités touchées en contact direct avec les grévistes, ces pressions moralistes se sont avérées constituer un élément clé pour isoler les grévistes à mesure que la grève perdurait.

Toutefois, les considérations politiques sont aussi importantes pour comprendre pourquoi il a été mis fin à la grève comme ce fut le cas le 6 septembre avec un accord dont la plupart des grévistes estimaient qu'il avait été imposé d'en haut. Le Cosatu était sur le point d'annoncer

ses propositions en matière de politique économique avant le conseil général national de l'ANC, et ne pouvait donc pas se permettre de perdre sur tous les tableaux concernant la grève, mais ne pouvait pas non plus aller jusqu'au point de rupture avec le camp de Zuma s'il voulait que ses préoccupations de politique soient prises en

***[Cosatu] ne pouvait donc pas se permettre de perdre sur tous les tableaux concernant la grève, mais ne pouvait pas non plus aller jusqu'au point de rupture avec le camp de Zuma***

compte. Le 27 août, le journal *Business Day* a cité les propos ci-après d'un porte-parole du gouvernement, Themba Maseko: «On commence à voir et à entendre trop de déclarations qui donnent à la grève une dimension qui déborde du cadre des relations professionnelles. Cela nous inquiète».

Vavi a donc joué un rôle très contradictoire durant toute la grève. Son rôle suivait la logique de la négociation collective qui présentait une facette

politique: un négociateur influencé par des considérations stratégiques liées à l'alliance. Lors d'une marche qui se déroula à Johannesburg le 26 août, douze jours après le début de la grève, Vavi reprit à son compte la colère des grévistes en déclarant que «l'alliance est une fois de plus en proie à des dysfonctionnements». Il critiqua aussi les «élites prédatrices» au sein de l'ANC et – point essentiel pour gagner la confiance des grévistes – annonça que la fédération avait déposé un préavis de grève générale d'une journée en signe de solidarité avec les travailleurs de la fonction publique. Cependant, il se démenait en coulisses pour éviter la grève puis pour y mettre un terme. Vavi décrit son rôle dans une lettre remarquablement franche écrite après la grève, répondant aux accusations du syndicat des enseignants qui estimait qu'ils avaient été soudoyés. La lettre exprimait bien les contorsions d'un syndicat pris entre ses camarades au gouvernement et la force qui commençait à émerger de la base. Vavi écrit que les négociateurs «savaient parfaitement combien il était difficile pour le gouvernement de bouger» et exposa un certain nombre de tentatives visant à obtenir un compromis sur les chiffres proposés par les représentants des syndicats de la fonction publique, mais apparemment sans l'aval de leurs adhérents.

Peu après la marche du 26 août, Zuma donna l'ordre aux parties de reprendre les négociations. Un grand nombre de grévistes prirent cela pour un signe de leur victoire prochaine. L'annonce de la nouvelle offre – 7,5 pour cent – leur porta un grand coup au moral. La plupart étaient aussi furieux que Vavi ait annoncé cet accord à la radio nationale avant que l'offre n'ait été présentée aux adhérents, en priant fortement les grévistes de l'accepter parce qu'il était «impossible» d'obtenir plus. Selon Vavi, les négociateurs du gouvernement se sentaient trahis par leurs camarades syndiqués qui avaient promis par deux fois qu'ils pourraient faire accepter un accord par leurs membres, tout cela pour s'entendre dire que ceux-ci l'avaient rejeté.

Malgré la recommandation de Vavi, la plupart des hôpitaux et la plupart des régions couvertes par le syndicat d'enseignants affilié au Cosatu rejetèrent l'offre, souvent à l'unanimité. Cependant, au bout de trois semaines d'arrêt du travail sans être rémunérés, en plus des inquiétudes au sujet des patients et des élèves, et du fait que les piquets de grève, démoralisés, s'effilochaient, les grévistes n'avaient plus la motivation nécessaire pour poursuivre la grève. Après quelques jours d'incertitude, la grève fut «suspendue».

Mais les conséquences politiques de la grève n'ont pas été facilement effacées. A la fin de 2010, le régime de Zuma conservait des doutes sur la capacité de son partenaire de l'alliance de contrôler ses membres et, quand le Cosatu a convoqué une «conférence de la société civile» à laquelle l'ANC n'a pas été invité, il a considéré cette initiative comme une attaque dirigée contre lui. Dans

le cadre du Nouveau chemin vers la croissance (New Growth Path) qu'il a élaboré, le gouvernement a fait beaucoup de promesses au Cosatu et quelques concessions à ses propositions dans le domaine de l'économie, tout en plaçant un pacte social – un nouveau moyen de lier les syndicats – au cœur de son dispositif. Les conséquences politiques dans les esprits des grévistes sont moins visibles, mais non moins importantes. Manifestement, les grévistes ont commencé à adopter un point de vue d'ensemble qui va au-delà de leurs propres problèmes sectoriels. En 2010, ils ont soutenu les manifestations liées à la fourniture des services avec beaucoup plus d'enthousiasme qu'en 2007. Deuxièmement, ils ont tiré les amers enseignements de la logique de l'alliance et de la négociation collective. Au moins un gréviste estimait que la grève avait servi les propres ambitions politiques de Vavi. Enfin, en 2010, les grévistes en sont rapidement venus à critiquer Zuma de front. La grève a démontré que les contradictions se révéleraient probablement bien plus vite pour Zuma que pour Mbeki.

## Note

<sup>1</sup> Le gouvernement et les syndicats n'ont pas réussi à s'entendre sur la définition des travailleurs considérés comme travailleurs essentiels.

*Claire Ceruti est chercheuse attachée à la chaire sud-africaine d'études sur les changements sociaux à l'Université de Johannesburg. Elle a mené des travaux de recherche sur les classes et les grèves.*